

## Bureau du 4 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre décembre à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente

THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président

MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président

BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente

COLOMER Gérard

DENNE Jean-Claude

### Absents/excusés :

CHESEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président

DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-présidente

TRABICHET Yannick, Présidente CCHC

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 27 novembre 2024

Point n°2 – Candidature du SIAC à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) LIFE BIODIV'FRANCE pour le renforcement de la biodiversité dans le SCoT du Chablais

---

### **Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, expose :**

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,  
Vu le Code de l'urbanisme et la politique de transition écologique du SCoT du Chablais,  
Vu l'appel à manifestation d'intérêt LIFE BIODIV'FRANCE lancé par la Fédération des SCoT et financé par l'Union Européenne,

Considérant l'AMI LIFE BIODIV'FRANCE vise à accompagner les SCoT dans le développement de politiques de reconquête de la biodiversité et à intégrer ces enjeux de manière transversale dans les stratégies territoriales,

Considérant que le SCoT du Chablais s'inscrit pleinement dans les objectifs de transition écologique et de préservation de la biodiversité, et que cette participation représente une opportunité pour enrichir sa stratégie écologique,

Considérant la participation à cet AMI permettra au SCoT du Chablais d'acquérir des compétences techniques spécifiques en biodiversité et de mobiliser une ingénierie spécialisée,

Considérant que cet appel permettra de créer un réseau d'acteurs locaux et nationaux autour de la biodiversité, renforçant les dynamiques de coopération entre le SCoT, partenaires locaux autour du label Géoparc Mondial UNESCO du CHABLAIS et les associations environnementales,

Considérant que le SCoT du Chablais pourra bénéficier d'un accompagnement d'experts, d'outils de suivi (SIG) et de capitaliser sur les meilleures pratiques et expériences d'autres territoires.

Considérant les enjeux et les avantages de la participation à cet AMI, ainsi que le travail en transversalité à organiser entre les services du SIAC et des EPCI membres sur ce sujet,

**Après en avoir débattu, Le Bureau Syndical du SIAC décide :**

1. **D'APPROUVER** la participation du SIAC à l'Appel à Manifestation d'Intérêt LIFE BIODIV'FRANCE,
2. **DE DEPOSER** une candidature pour rejoindre les SCoT retenus et bénéficier de l'accompagnement proposé,
3. **DE RETENIR** parmi les thématiques proposées dans l'AMI Life Biodiv, les priorités suivantes : Énergie et Biodiversité, Adaptation au changement climatique et biodiversité, Aménagement, sport et activités de pleine nature et biodiversité.
4. **DE METTRE EN PLACE** un comité de pilotage d'élus pour suivre et coordonner les actions liées à la reconquête de la biodiversité, ainsi que les outils nécessaires pour garantir un suivi efficace du projet, notamment les Systèmes d'Information Géographique (SIG), si le dossier de candidature du SIAC pour la session 2025-2026 est retenu.
5. **D'INSCRIRE** cette démarche dans le cadre des engagements du SCoT du Chablais en matière de transition écologique et de préservation de la biodiversité,
6. **D'AUTORISER** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Le secrétaire de séance,



Gil THOMAS



La Présidente,



Géraldine PELIEGER

**Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*